



© France24

De Sochi à Saint-Pétersbourg : quelles perspectives pour la coopération russo-africaine ?

Recherches & Documents

N°10/2023

Djenabou Cisse

Chargée de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

Juillet 2023

www.frstrategie.org

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE

SOMMAIRE

DE SOTCHI A SAINT-PETERSBOURG : QUELLES PERSPECTIVES POUR LA COOPERATION RUSSO-AFRICAINE ?	3
1. UN PARTENARIAT ANCIEN ET PRAGMATIQUE	4
1.1. Un partenariat ancien reposant sur des valeurs communes	4
1.1.1. Une relation non linéaire	4
1.1.2. A la base du rapprochement russo-africain, un socle commun d'histoire et de valeurs	6
1.2. Un partenariat reposant principalement sur le volet militaro-sécuritaire	7
1.2.1. La signature d'accords de défense et de sécurité et le déploiement de sociétés militaires privées	7
1.2.2. Un pack « sécurité contre ressources stratégiques » sans contreparties sur le plan de la gouvernance et des droits humains	10
1.3. L'outil informationnel : « nerf de la guerre » pour la Russie en Afrique	11
2. STRATEGIE OU OPPORTUNISME : QUELLES PERSPECTIVES POUR LA COOPERATION RUSSE EN AFRIQUE ?	12
2.1. Une présence disparate et économiquement limitée	12
2.2. Y a-t-il une véritable stratégie russe en Afrique ?	15
2.2.1. Les contours de la stratégie russe en Afrique : la défense d'objectifs géostratégiques à moindre coût	15
2.2.2. Une stratégie fragile : les limites d'une présence hybride et bicéphale	16
2.3. Perspectives d'évolution	18
2.3.1. Des facteurs d'évolution incertains dans un contexte international mouvant : l'inconnue Wagner et la guerre en Ukraine	18
2.3.2. Scénarios possibles	19
CONCLUSION	21
ANNEXE I : PRINCIPAUX EXPORTATEURS D'ARMES EN AFRIQUE	23
ANNEXE II : PERCEPTIONS DE LA PRESENCE RUSSE EN AFRIQUE	24
ANNEXE III : DEPENDANCE DES PAYS AFRICAINS VIS-A-VIS DU BLE RUSSE ET UKRAINIEN	26

De Sotchi à Saint-Pétersbourg : quelles perspectives pour la coopération russo-africaine ?*

La tenue du deuxième sommet Russie-Afrique les 27 et 28 juillet 2023 à Saint-Pétersbourg fait couler beaucoup d'encre depuis plusieurs mois. Quatre ans après le premier sommet à Sotchi en 2019, la Russie affiche une nouvelle fois une volonté vive de renforcer les liens avec les Etats africains. En préparation du sommet, les officiels russes ont multiplié les visites sur le continent ainsi que les déclarations appelant au renforcement de la coopération russo-africaine. Outre plusieurs tournées africaines du ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, qui a visité une dizaine de pays en moins d'un an¹, Moscou a organisé le 9 février un webinaire réunissant une soixantaine de journalistes et influenceurs africains et russes afin de tisser de nouveaux liens entre médias russes et africains². En mars dernier, lors de la conférence parlementaire Russie-Afrique, le président Vladimir Poutine s'engageait à continuer « *d'accorder la priorité à la coopération avec les Etats africains* », et « *à poursuivre la construction d'un partenariat stratégique au plein sens du terme* », en mettant notamment l'accent sur les domaines de l'énergie, de la médecine et des échanges culturels et universitaires³.

Les actions et déclarations de Moscou soulignent ainsi les nouvelles ambitions russes, portant sur le développement d'un partenariat plus global, allant au-delà de la sécurité. Alors que la coopération reposait jusqu'ici fortement sur le volet militaire, Moscou étant le premier exportateur d'armes sur le continent, la Russie se dit prête à renforcer le partenariat stratégique avec les Etats africains « *dans tous ses aspects : politique, sécurité, économie, science et technologie, culture et humanitaire* »⁴. Un volet humanitaire a ainsi été ajouté au Forum économique organisé dans le cadre du sommet⁵.

Après plusieurs années de progression rapide sur le continent, l'avenir de la coopération russe avec l'Afrique suscite aujourd'hui des interrogations. Dans un contexte d'isolement international à la suite de l'invasion de l'Ukraine, la Russie semble plus que jamais déterminée à développer ses alliances. Or, l'un de ses principaux outils d'expansion sur le continent, la

* L'auteur remercie Wassim Tayssir, assistant de recherche à la FRS, pour son appui dans la réalisation de ce travail.

¹ Première tournée en juillet 2022, lors de laquelle le ministre a visité l'Egypte, le Congo, l'Ouganda et l'Ethiopie. En 2023, le ministre s'est également rendu en Afrique du Sud, en Eswatini, en Angola et en Erythrée entre les 23 et 26 janvier, puis au Mali, en Mauritanie et au Soudan entre les 6 et 9 février, mais également au Kenya le 29 mai (voir Matthieu Vendrely, « Du Caire à Bamako, l'offensive diplomatique russe de Sergueï Lavrov en quête de soutiens en Afrique », www.tv5monde.com, 6 février 2023).

² « Dans les coulisses de la préparation du sommet Russie Afrique », www.jeuneafrique.com, 14 février 2023, mis à jour le 25 avril 2023.

³ « Poutine promet de livrer l'Afrique en céréales si l'accord sur les exportations ukrainiennes n'était pas reconduit », *Le Figaro* avec AFP, www.lefigaro.fr, 20 mars 2023.

⁴ Site officiel du sommet : <https://summitafrica.ru/fr/about-forum/>

⁵ *Ibid.*

société militaire privée Wagner, pourrait bien échapper au contrôle de Moscou, comme le suggère la récente rébellion avortée du groupe⁶. Par ailleurs, si le premier sommet de Sotchi a été un succès médiatique, la plupart des promesses faites lors du sommet ne se sont pas concrétisées. La suspension par Moscou de l'accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes, décision menaçant la sécurité alimentaire de nombreux pays africains, soulève de nouvelles questions quant à la perception africaine de la Russie comme un partenaire fiable⁷.

Plus généralement, un décalage semble persister entre les ambitions affichées par Moscou, portées par une communication offensive, et la réalité de ses capacités. Dans ce contexte, deux questions émergent : quelles perspectives pour la coopération entre la Russie et l'Afrique ? L'émergence d'une véritable stratégie russe sur le continent est-elle possible ?

1. Un partenariat ancien et pragmatique

1.1. Un partenariat ancien reposant sur des valeurs communes

1.1.1. Une relation non linéaire

Bien que la relation Russie-Afrique ait été disséquée par de nombreux observateurs ces dernières années, il convient de revenir brièvement sur son contexte historique afin de mieux comprendre les origines du rapprochement et de revenir sur certaines idées préconçues.

Croissant depuis le début des années 2000, l'engagement russe en Afrique a été décrit par de nombreux observateurs comme un phénomène récent, s'inscrivant dans une nouvelle opposition Est-Ouest. La coopération russo-africaine a pourtant des origines profondes, comme le souligne Vladimir Shubin de l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences russe. Dès le Moyen-Âge, religieux russes (missionnaires orthodoxes) et africains (pèlerins coptes égyptiens et éthiopiens) se rencontrent sur les lieux de pèlerinage chrétiens et musulmans⁸. Si la Russie ne parvint pas à devenir une puissance coloniale en Afrique malgré plusieurs visites d'explorateurs et de commerçants russes sur le continent⁹, elle y établit des liens diplomatiques dès le XVIII^e siècle. Outre l'ouverture de consulats russes à la fin du XVIII^e siècle à Alexandrie et au Caire, en 1898 la Russie tsariste établit des relations diplomatiques avec l'Éthiopie et la République sud-africaine (Transvaal) et ouvre un consulat général au Maroc¹⁰. Après la Révolution de 1917, l'Internationale communiste a attiré de nombreux

⁶ C. C., « Rébellion avortée de Prijogine : quel avenir pour Wagner ? », www.lexpress.fr, 16 juillet 2023.

⁷ « Quelles seront les conséquences de la suspension de l'accord sur les exportations de céréales depuis l'Ukraine ? », [Le Monde avec AFP](http://LeMondeavecAFP.com), 17 juillet 2023.

⁸ Vladimir Shubin, « Russia and Africa: Moving in the Right Direction? », in Ian Taylor, Paul Williams, *Africa in International Politics*, Routledge, 2004.

⁹ Cf. la tentative de l'explorateur russe Nikolai Achinov pour établir une colonie sur les côtes du golfe de Tadjourah, bordé par l'actuelle République de Djibouti (Ronak Gopaldas, « Will the invasion of Ukraine change Russia-Africa relations? », [Carnegie Endowment for International Peace](http://CarnegieEndowmentforInternationalPeace.org), 26 avril 2023).

¹⁰ Vladimir Shubin, *op. cit.*

Africains en quête de formation politique¹¹. Mais c'est la Guerre froide qui sera la période fondatrice dans la construction des relations russo-africaines. Le rapprochement soviéto-africain se fait autour de valeurs communes : l'anti-colonialisme et l'anti-impérialisme. L'URSS apporte son soutien aux mouvements africains de libération nationale contre les puissances coloniales occidentales, tels que ceux de Sékou Touré en Guinée, Kwame Nkrumah au Ghana, et Modibo Keita au Mali. Dans les années 1970, les liens s'intensifient, avec d'une part l'alliance de nouveaux Etats indépendants africains avec l'Union soviétique et l'établissement de régimes pro-soviétiques, et d'autre part la signature d'accords de coopération avec l'URSS (Algérie, Libye, Mali, Kenya, Somalie)¹². L'influence soviétique se traduit par un accroissement des exportations d'armes mais aussi une politique d'assistance économique (prêts, crédits, programmes de bourses), des échanges culturels et universitaires (formation de milliers d'Africains dans les universités, académies politiques et militaires soviétiques).

L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir en 1985 ouvre toutefois une phase de désengagement soviétique du continent, au nom d'une politique de normalisation des relations avec l'Occident, qui s'accroît après la dissolution de l'URSS¹³. La chute de l'Union soviétique s'accompagne de la fermeture des points d'appui militaire dont disposait Moscou en Afrique, d'emprises diplomatiques et culturelles¹⁴, ainsi que d'une baisse des investissements russes sur le continent. La Russie abandonne notamment son projet d'aide au complexe sidérurgique d'Ajaokuta au Nigéria¹⁵, dont la construction était pourtant achevée à 98 %¹⁶. En 1993, le volume des échanges commerciaux de la Russie avec l'Afrique ne dépasse pas 2 % du commerce extérieur du pays¹⁷.

Il est souvent affirmé que le retour de la Russie sur le continent survient à partir du deuxième mandat de Vladimir Poutine (2004-2008)¹⁸ et s'accroît à partir de 2014, année marquant un durcissement des tensions entre la Russie et l'Occident après l'annexion de la Crimée. C'est d'ailleurs en 2014 que l'Afrique subsaharienne est ajoutée au portefeuille de Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères jusqu'alors en charge de du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Dans sa nouvelle politique d'influence en Afrique subsaharienne, la Russie prétend notamment offrir aux pays du Sahel son expérience opérationnelle acquise lors de l'intervention russe en Syrie à partir de septembre 2015¹⁹. Mais

¹¹ *Ibid.* Voir aussi Alexandra Arkhangelskaya, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, 2013/4 (n° 248), pp. 61-74.

¹² Samuel Ramani, *Russia in Africa : Resurgent Great Power or Bellicose Pretender*, Oxford University Press, 2023.

¹³ Maxime Audinet, Emmanuel Dreyfus, « [La Russie au Mali : une présence bicéphale](#) », Etude n° 97, IRSEM, septembre 2022.

¹⁴ Fermeture de neuf ambassades, quatre consulats et treize de ses vingt centres culturels (voir Arkhangelskaya et Shubin (*op. cit.*) ainsi que Arnaud Dubien, « [La Russie et l'Afrique : mythes et réalités](#) », *Note de l'Observatoire franco-russe*, n° 19, Moscou, octobre 2019.

¹⁵ La première phase du projet avait été construite par la société russe Technopromexport à partir de 1979 (Akin Irede, « Nigéria : avec la guerre en Ukraine, menace sur une méga-usine à 8 milliards de dollars », [www.jeuneafrique.com](#), 14 mars 2022).

¹⁶ Alexandra Arkhangelskaya, *op. cit.*

¹⁷ Arnaud Dubien, « [La Russie en Afrique, un retour en trompe-l'œil ?](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2021.

¹⁸ En 2006, Vladimir Poutine affiche ce retour avec sa première tournée sur le continent (visites en Algérie, au Maroc et en Afrique du Sud entre mars et septembre). Puis, en 2009, le nouveau président russe Dmitriï Medvedev confirme le regain d'intérêt de Moscou pour l'Afrique en effectuant à son tour une série de visites en Afrique, qui le mène en Egypte, au Nigéria, en Namibie et en Angola (Alexandre Billette, « La Russie reprend pied sur le continent africain », [www.lemonde.fr](#), 26 juin 2009).

¹⁹ *Ibid.*

s'il est vrai que Vladimir Poutine est un des principaux acteurs de la résurgence de la Russie sur le continent et que 2014 est une année charnière dans ce processus, les prémices en remontent au milieu des années 1990. Même après la disparition de l'URSS, certains acteurs russes tels que l'ancien ministre des Affaires étrangères (1996-1998) et Premier ministre (1998-1999) Evguenii Primakov se prononcent en faveur d'une stratégie multipolaire et d'une coopération renforcée avec l'Afrique, ce qui suscite des débats animés avec les partisans d'un rapprochement avec les pays occidentaux, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev (1990-1996). Primakov souhaitait ainsi rallier un maximum d'Etats africains à la Russie afin de constituer un nouveau « bloc » susceptible de contribuer à modifier les rapports de force à l'ONU²⁰. De plus, des accords de coopération continuent d'être signés au cours des années 1990, notamment dans les domaines parlementaire et universitaire, mais aussi et surtout dans le secteur de la défense²¹. Ainsi, la réduction de l'empreinte russe en Afrique après la dissolution de l'URSS ne traduit pas un désintérêt total du pays pour le continent.

La coopération de défense restera par la suite un domaine clef de coopération. Depuis 2017, l'activisme de Moscou en Afrique a donné lieu à la signature de plus d'une vingtaine d'accords de défense bilatéraux (dont Madagascar en octobre 2018, RDC en mai 2019 et Mali en juin 2019) contre seulement sept entre 2010 et 2017²². Le « retour » de Moscou sur le continent culminera en octobre 2019, avec l'organisation à Sotchi d'un premier sommet entre la Russie et une quarantaine de pays africains²³.

1.1.2. A la base du rapprochement russo-africain, un socle commun d'histoire et de valeurs

Ce bref tour d'horizon historique souligne l'aspect non linéaire des relations russo-africaines mais met aussi en évidence le socle sur lequel elles reposent. La coopération entre la Russie et l'Afrique s'appuie sur un héritage historique et des valeurs communs, que l'on retrouve aujourd'hui dans la rhétorique russe et celle de certains pays comme le Mali. Dans son allocution du 7 juin 2023, lors d'une réception à l'occasion de la Journée de l'Afrique, Sergueï Lavrov louait encore la lutte commune contre le colonialisme et en profitait pour blâmer une fois de plus l'Occident : *« Nous avons noué des liens étroits d'amitié et de solidarité avec ses peuples à l'époque de leur libération de l'oppression coloniale. (...) Alors que les positions de la Russie et de l'Afrique se renforcent en tant que centres du monde multipolaire, de nouvelles opportunités s'ouvrent pour le développement de nos relations. En tant que véritables amis, nous construisons l'inter-action sur la base de l'égalité, du respect du droit international et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. La Russie fournit une aide honnête aux pays du continent pour renforcer leur souveraineté, assurer la sécurité et la croissance économique.*

²⁰ Arnaud Kalika, « [Le 'grand retour' de la Russie en Afrique ?](#) », *Notes de l'Ifri, Russie.Nei.Visions*, n° 114, Ifri, avril 2019.

²¹ Maxime Audinet, Emmanuel Dreyfus, *op. cit.*

²² Poline Tchoubar, « [La nouvelle stratégie russe en Afrique subsaharienne : nouveaux moyens et nouveaux acteurs](#) », *Notes de la FRS*, n° 21/2019, Fondation pour la recherche stratégique, 11 octobre 2019.

²³ Maxime Audinet, Emmanuel Dreyfus, *op. cit.*

C'est notre différence fondamentale avec l'Occident collectif, qui n'a pas survécu à son complexe de supériorité et s'efforce de perpétuer les pratiques néocoloniales »²⁴.

De fait, la lutte contre l'influence occidentale constitue un des principaux objectifs stratégiques de la Russie et s'impose comme un élément structurant de sa politique étrangère²⁵. Le continent est devenu un nouveau théâtre d'affrontement dans le cadre de sa relation conflictuelle avec l'Occident. La consolidation des positions russes au Moyen-Orient, en particulier dans les pays de la Méditerranée orientale (Syrie, Égypte, Libye), « *a ouvert la voie à cette 'extension du domaine de la lutte' vers l'Afrique subsaharienne* »²⁶. Cette lutte est au cœur de la rhétorique de Moscou en Afrique, qui met en avant la proximité avec les pays africains développée du temps de l'URSS lors de la décolonisation mais aussi l'absence de passé colonial russe²⁷. L'intérêt russe pour l'Afrique reflète aussi une quête tous azimuts de partenaires alternatifs. C'est ce que l'on observe le plus distinctement en République centrafricaine (RCA) et au Mali, où la Russie est devenue le principal partenaire de sécurité des régimes au pouvoir, actuellement isolés internationalement. De leur côté, dans un contexte de réduction de l'aide publique européenne depuis plusieurs décennies, de nombreux pays africains appliquent eux aussi une politique de diversification des partenariats, afin de réduire la dépendance à certains alliés (notamment occidentaux). La coopération avec la Russie vient répondre à cette volonté de diversification.

De nombreux pays africains sont par ailleurs séduits par le discours russe prônant une coopération plus équilibrée et respectueuse de la souveraineté des Etats africains (voir *infra*, 1.2.2). Ce désir de diversification est visible dès la Guerre froide chez certains acteurs africains. Ainsi, malgré sa coopération avec l'URSS, le Mali de Modibo Keita ne lui accorda aucune exclusivité et se tourna aussi dès 1962 vers la Chine maoïste²⁸. Aujourd'hui encore, nombre de pays africains coopèrent à la fois avec la Russie, la Chine mais aussi des pays occidentaux, ce qui reflète leur volonté de diversifier leurs échanges. Face à la prolifération de régimes africains non-alignés, l'URSS avait échoué à transformer nombre de ses partenariats africains en alliances stratégiques consolidées²⁹. Nous verrons que cette incapacité perdure aujourd'hui du fait du caractère opportuniste de nombreux partenariats entre la Russie et les Etats africains.

1.2. Un partenariat reposant principalement sur le volet militaro-sécuritaire

1.2.1. La signature d'accords de défense et de sécurité et le déploiement de sociétés militaires privées

Comme cela a été précédemment souligné, la coopération de défense est historiquement au cœur du partenariat de la Russie avec l'Afrique. Le continent constitue notamment un

²⁴ Allocution de Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, lors d'une réception à l'occasion de la Journée de l'Afrique, Moscou, 7 juin 2023.

²⁵ Arnaud Kalika, *op. cit.*

²⁶ Maxime Audinet, Emmanuel Dreyfus, *op. cit.*

²⁷ Poline Tchoubar, *op. cit.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Samuel Ramani, *op. cit.*

débouché pour l'industrie d'armement russe. La Russie est en effet le principal exportateur d'armes sur le continent, où elle contrôle près de la moitié du marché : selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), sur la période 2018-2022, 40 % des importations d'armes majeures en Afrique provenaient de la Russie, devant les Etats-Unis (16 %), la Chine (9,8 %) et la France (7,6 %) ³⁰. La Russie vend des armes à au moins dix-huit pays africains, dont l'Algérie, l'Egypte et l'Angola ³¹. La part russe des importations d'armes vers l'Afrique subsaharienne s'est accrue, passant de 23 % sur la période 2013-2017 à 26 % sur 2018-2022 ³². Ayant équipé plusieurs flottes aériennes africaines (ce dès les années 1970), la Russie propose de réparer ou remplacer leurs avions. Depuis 2017, Moscou a fourni des hélicoptères de combat et autres aéronefs au Mali, dont des Mi-35 et Mi-171, et plus récemment en janvier des Su-25, des Albatros L-39 et des Mi-8 ³³. En 2019, l'Angola a acquis 12 Su-30K pour un montant estimé à 1 milliard de dollars ³⁴. L'Angola est un marché important pour la Russie, s'agissant à la fois de l'importation, de la fabrication et de la distribution des armes russes. L'Angola aspire en effet à assembler sur son territoire des matériels russes, comme l'a révélé le président João Lourenço lors de sa visite officielle à Moscou en avril 2019 ³⁵.

La Russie a également ouvert les portes de ses académies militaires à des pays africains (Mali, Burkina Faso, etc.) dans l'espoir que ces futures générations de *leaders* seront favorables à la Russie une fois à des postes de responsabilité. Par exemple le ministre de la Défense Sadio Camara part en Russie en 2019 afin d'effectuer une partie de sa formation militaire ³⁶.

Si Moscou ne dispose pas de base militaire permanente sur le continent, elle a validé en 2017 un projet de base navale (plus exactement un « point d'appui technique et matériel » selon l'accord signé en novembre 2020) à Port-Soudan, qui lui offrirait un accès stratégique au golfe d'Aden et à la mer Rouge ³⁷. En outre, hormis sa contribution à l'opération militaire de l'Union européenne au Tchad et en Centrafrique (Eufor Tchad/RCA) en 2008 ³⁸, la Russie est réticente à déployer des forces régulières ou spéciales en Afrique, conformément à sa doctrine affichée de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats souverains. Elle contourne toutefois cette posture en ayant recours à des sociétés militaires privées, en particulier le groupe Wagner dirigé par Evguenii Prigojine, aujourd'hui présent en Libye, en RCA, au Soudan et au Mali. Si Moscou a longtemps démenti toute affiliation de Wagner au pouvoir russe, ce lien a

³⁰ Pieter D. Wezeman, Justine Gadon, Siemon T. Wezeman, « Trends in international arms transfers », *SIPRI Fact Sheet*, www.sipri.org, mars 2023.

³¹ Joseph Siegle, « Décoder les engagements économiques de la Russie en Afrique », Centre d'études stratégiques pour l'Afrique, 17 janvier 2023.

³² Agnieszka Paczyńska, « Russia in Africa: Is great power competition returning to the continent? », German Institute of Development and Sustainability, 2020.

³³ « La Russie livre de nouveaux appareils de guerre au Mali », www.jeuneafrique.com, 20 janvier 2023.

³⁴ Ahmed Elbassoussy, « The growing Russian role in sub-Saharan Africa: interests, opportunities and limitations », *Journal of Humanities and Applied Social Sciences*, vol. 4, n° 3, 6 avril 2021.

³⁵ Kester Kenn Klomegah, « Angola plans manufacturing Russian military equipment », www.sdqsforsall.net, 8 avril 2019.

³⁶ « Mali : Sadio Camara, l'homme de Moscou à Bamako », www.jeuneafrique.com, 17 mars 2022.

³⁷ Agence Ecofin, « La Russie assure que la construction d'une base navale au Soudan est toujours programmée (Lavrov) », www.agenceecofin.com, 10 février 2023.

³⁸ Aurélie Vittot, « Le retour de la Russie en Afrique : une menace pour l'influence française sur le continent ? », Note d'analyse n° 1, <https://ihedn.fr/>, novembre 2022.

été documenté et établi par de nombreux observateurs³⁹, et le groupe a constitué l'un des principaux outils de l'expansion de l'influence russe sur le continent. Le groupe n'est déployé que dans des pays où Moscou a des intérêts et où une crise politique ou sécuritaire est survenue. Les services de Wagner ont ainsi été sollicités soit par les autorités centrales (junte malienne) soit par des entités rivales du pouvoir en place (Libye, Centrafrique, Mozambique). Wagner a ainsi profité de la chute de Mouammar Kadhafi en Libye en 2011, de la guerre civile en RCA et du désengagement de l'armée française à partir de 2016, de l'émergence de l'insurrection jihadiste dans le Cabo Delgado au Mozambique, puis de la crise insurrectionnelle et du départ des troupes françaises au Mali à la demande de la nouvelle junta militaire en 2021-2022⁴⁰. A l'apogée de la bataille de Tripoli en 2019, le nombre de mercenaires russes aurait oscillé entre 1 000 et 2 000⁴¹. La Libye représente, aux yeux de Moscou, une porte d'entrée sur le continent africain, lui permettant de pérenniser sa présence au Soudan ou en Centrafrique par exemple.

Au Mali, Wagner aurait déployé entre 1 000 et 1 500 mercenaires⁴². Le groupe participe à la lutte contre les groupes armés terroristes maliens et a dans ce cadre mené des opérations conjointes avec les FAMA, telles que l'opération *Kélétagui* (« celui qui fait la guerre » en bambara), lancée fin 2021 dans le centre du Mali. Bien que disposant de moyens propres, le groupe s'est appuyé sur les moyens et chaînes logistiques des armées maliennes (approvisionnement en vivres et en carburant, utilisation de matériel malien), afin d'optimiser ses coûts logistiques tout en restant autonome.

Ainsi les missions de Wagner varient d'un pays à l'autre, du soutien aux opérations d'un pays (Mali, Libye) à la protection rapprochée des autorités officielles, comme c'est le cas en RCA. C'est d'ailleurs ce pays qui a servi de laboratoire à Wagner pour son déploiement sur le continent : le groupe paramilitaire est devenu le premier partenaire de sécurité du régime du président Touadéra, dont Wagner assure la protection en échange d'un accès direct aux ressources minières du pays. En garantissant la sécurité présidentielle, Moscou s'assure de pérenniser la présence au pouvoir de régimes autoritaires dont les intérêts lui sont favorables.

La Russie cherche également à développer ses échanges avec les pays africains dans les secteurs de la haute technologie, avec par exemple le lancement de satellites (Angola, Tunisie) et des propositions de coopération dans le nucléaire civil. Moscou promeut en effet la construction de centrales nucléaires sur le continent. La corporation d'État russe pour l'énergie atomique, Rosatom, a signé des protocoles d'accords de coopération avec au moins dix-huit gouvernements africains, dont l'Éthiopie, le Nigéria, le Rwanda et la Zambie⁴³. En juillet 2022, Rosatom a débuté la construction de la première centrale nucléaire d'Égypte, à El

³⁹ Un exemple parlant est le déploiement des mercenaires de Wagner au Mali, arrivés à bord d'avions du ministère russe de la Défense.

⁴⁰ Le déploiement du groupe débuta fin 2021, période durant laquelle furent observées les premières rotations aériennes des forces russes vers Bamako.

⁴¹ Aurélie Vittot, *op. cit.*

⁴² Selon des sources militaires françaises et internationales.

⁴³ Selon le chef de l'agence (Martin Mateso, « Au Forum économique de Sotchi, Moscou propose aux Africains de la technologie nucléaire clé en main », www.francetvinfo.fr, 24 octobre 2019 ; et Joseph Siegle, *op. cit.*).

Dabaa, dont le coût devrait s'élever à 30 milliards de dollars, financés à hauteur de 85 % par un prêt russe⁴⁴.

1.2.2. Un pack « sécurité contre ressources stratégiques » sans contreparties sur le plan de la gouvernance et des droits humains

Moscou cherche à développer des partenariats de type « sécurité contre avantages économiques ». L'offre russe d'armes, d'accords de défense et de services de sécurité permet ainsi à la Russie de s'assurer un accès aux ressources naturelles ou stratégiques de plusieurs pays africains. En RCA, elle a ainsi pu mener des activités d'exploitation minière (diamants et or) dans les zones rebelles du pays, notamment *via* des entreprises qui lui sont liées telles que Midas Resources (détenant plusieurs mines dans le pays) et Diamville (or). Au Mali, les mercenaires de Wagner sont actifs dans l'orpaillage artisanal, ont créé deux sociétés minières et aspirent à mettre la main sur les mines d'or du pays afin de financer leurs activités, la junte malienne ayant des difficultés de paiement⁴⁵. A Madagascar, l'entreprise d'exploration géologique Rosgeo a signé en mai 2018 un mémorandum d'accord avec le ministère malgache des Mines et de l'Industrie du pétrole, « *prévoyant une coopération dans le domaine des études géologiques, de l'évaluation de l'état des ressources minérales, et de l'exploration minière* »⁴⁶.

Or, les contrats d'armement ou les opérations d'extraction minière ou d'hydrocarbures constituent d'importants vecteurs d'influence politique pour Moscou. En contrepartie, les partenaires africains tendent à apporter leur soutien politique à Moscou sur la scène internationale, notamment *via* des votes en sa faveur au Conseil de sécurité de l'ONU. Le continent représente en effet un quart des votes à l'Assemblée générale de l'ONU, ce qui lui confère un poids politique majeur⁴⁷. Concernant les votes pour les résolutions de l'ONU sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il apparaît que 52 % des États africains se sont abstenus (ou étaient absents), ce qui a constitué une victoire symbolique pour Moscou. Parmi les principaux acheteurs d'armes russes, l'Algérie, l'Angola, le Burkina Faso, l'Égypte, l'Éthiopie, le Maroc et l'Ouganda se sont abstenus de voter contre la Russie⁴⁸. Toutefois, si ce niveau d'abstention a pu révéler l'absence de soutien automatique du continent vis-à-vis de l'Occident, il reflète aussi la volonté de nombreux pays africains de ne pas prendre parti entre les différentes puissances⁴⁹.

Côté africain, le partenariat avec la Russie est vu par certains régimes autoritaires comme un moyen de se maintenir au pouvoir mais il est aussi perçu comme moins coûteux et plus égalitaire que celui offert par des pays occidentaux comme la France : la Russie ne conditionne

⁴⁴ Joseph Siegle, *op. cit.* Voir aussi Laurent Ribadeau Dumas, « Les ambitions nucléaires de l'Égypte financées par la Russie », www.francetvinfo.fr, 12 décembre 2017 ; Abdoullah Diop, « Égypte : la société russe ROSATOM est autorisée à construire la troisième unité de la centrale nucléaire d'El-Dabaa », www.agenceecofin.com, 31 mars 2023.

⁴⁵ Benjamin Roger, « Au Mali, la ruée vers l'or des mercenaires de Wagner », *Jeune Afrique*, 20 juin 2023 ; Benjamin Roger, « Mali : comment Wagner compte faire main basse sur des mines d'or », www.jeuneafrique.com, 7 septembre 2022.

⁴⁶ Poline Tchoubar, *op. cit.*

⁴⁷ Agnieszka Paczynska, *op. cit.*

⁴⁸ Ronak Gopaldas, « Will the invasion of Ukraine change Russia-Africa relations? », Carnegie Endowment for International Peace, 26 avril 2023.

⁴⁹ *Ibid.*

pas ses ventes d'armes (par ailleurs moins onéreuses que les matériels occidentaux) à des clauses de respect de la bonne gouvernance ou des droits humains. Cette absence de contreparties politiques séduit de nombreux pays africains, qui, en quête de partenariats plus divers et égaux, ont le sentiment de se faire dicter leurs choix politiques par l'Occident⁵⁰.

1.3. L'outil informationnel : « nerf de la guerre » pour la Russie en Afrique

Dans sa quête d'influence sur le continent africain, la Russie mène une guerre informationnelle à laquelle participent non seulement Wagner mais aussi toute une galaxie d'acteurs qui véhiculent la rhétorique anti-coloniale, anti-occidentale et panafricaniste de Moscou. Selon la typologie établie par le chercheur Kévin Limonier, on peut distinguer :

- ⇒ **des acteurs transparents** avec un lien direct manifeste avec l'Etat russe. On y trouve le réseau diplomatique et de coopération internationale russe, mais aussi des médias comme *Sputnik*⁵¹ ou *Russia Today*, devenus des sources d'information à l'audience significative dans de nombreux pays. Leur ligne éditoriale insiste sur la rhétorique russe présentée plus haut ;
- ⇒ **des acteurs semi-opaques**, autonomes, considérés comme des « entrepreneurs d'influence », dont le lien avec le régime russe est non-organique, souvent dissimulé, et difficile à quantifier et à qualifier⁵². Parmi eux se trouvent Evgueniï Prigojine, longtemps considéré comme l'acteur le plus important de la stratégie informationnelle russe, mais aussi Konstantin Malofeïev : cet oligarque russe proche de Vladimir Poutine a tenté de jouer un rôle dans le renforcement de la présence russe en Afrique en créant l'Agence internationale pour le développement souverain (IASD) peu avant le sommet Russie-Afrique de Sotchi. Pour cet oligarque, le but de l'organisation est de renforcer la souveraineté économique des Etats africains en favorisant leur « *indépendance financière vis-à-vis du monde occidental* »⁵³. Dans cette catégorie d'acteurs peuvent aussi être rangés certains relais d'influence locaux qui vont utiliser le narratif russe pour leurs propres causes locales (militants panafricanistes tels que Kémi Seba et Nathalie Yambe)⁵⁴ ;
- ⇒ **des acteurs opaques**, dont « *l'existence ne peut être que supposée dans la plupart des cas* »⁵⁵ (opérations d'influence clandestines sous couvert des services de renseignement russes par exemple).

Ainsi, au Mali, les acteurs informationnels russes ont contribué à la montée du sentiment anti-français *via* des opérations de manipulation de l'information reposant sur l'usage « d'usines à trolls », la création de faux contenus, des effets de saturation (surmédiatisation / repartage

⁵⁰ Laurent Bansept, Elie Tenenbaum, « Après Barkhane : repenser la posture stratégique française en Afrique de l'Ouest », *Focus stratégique*, Ifri, n° 109, mai 2022, p. 54.

⁵¹ Sputnik.eur est bloqué en Europe.

⁵² Kévin Limonier, « La stratégie d'influence informationnelle russe », *La grande conversation*, 4 avril 2023.

⁵³ Maxime Audinet, Emmanuel Dreyfus, *op. cit.*

⁵⁴ Kévin Limonier, *op. cit.*

⁵⁵ *Ibid.*

en masse de contenus), de fragmentation des réseaux sociaux (pénétration massive d'espaces vides) par exemple. Au cours de la période précédant le départ de Barkhane, on a pu observer un accroissement des contenus en ligne pro-Wagner (principalement sur Facebook et Youtube) ainsi que l'organisation de manifestations pro-Russie et anti-France. L'affaire de Gossi illustre parfaitement les mécanismes à l'œuvre. En avril 2022, alors que les troupes françaises ont officiellement remis les clés de la base de Gossi aux FAMA, des images ont été publiées sur les réseaux sociaux montrant des corps ensevelis sous le sable, avec la légende : « *C'est ce que les Français ont laissé derrière eux quand ils ont quitté la base à #Gossi (...) on peut pas garder le silence sur ça !* ». L'armée française a aussitôt démenti en diffusant à son tour des images vidéo capturées à l'aide de moyens aériens dans la nuit suivant son départ de Gossi, images sur lesquelles on peut voir des soldats de type caucasien recouvrir des cadavres de sable. L'Etat-Major a dénoncé cette campagne de désinformation, provenant d'un faux compte très probablement créé par Wagner⁵⁶. Bamako a vivement réagi le 27 avril en accusant l'armée française d'« espionnage » et de « subversion »⁵⁷. La politique de désinformation russe a aussi été mobilisée à l'occasion d'ingérences lors d'élections, notamment à Madagascar comme l'a révélé la BBC en avril 2019⁵⁸.

Grâce à ses outils informationnels, la Russie est parvenue à entretenir son image et son influence médiatique en Afrique, comme tendent à le confirmer certaines enquêtes d'opinion menées dans des régions comme le Sahel⁵⁹. Il convient toutefois de souligner que cette perception positive est facilitée par le fait que la présence russe sur le continent, bien qu'ancienne, a longtemps été périphérique, d'où le nombre plus limité d'expériences négatives pour les populations africaines (par opposition aux passés coloniaux occidentaux mais aussi à la présence chinoise ces dernières décennies)⁶⁰.

Si l'« offre russe » apparaît séduisante pour des acteurs en quête de partenariats plus diversifiés et équilibrés, elle n'en reste pas moins limitée en comparaison avec celles d'autres puissances. La Russie peut certes faire valoir un certain nombre d'avantages comparatifs, mais son partenariat avec l'Afrique demeure fragile, d'autant plus dans le contexte intérieur russe et la situation internationale depuis le début de la guerre en Ukraine.

2. Stratégie ou opportunisme : quelles perspectives pour la coopération russe en Afrique ?

2.1. Une présence disparate et économiquement limitée

Si la Russie est parvenue à améliorer son image auprès de nombreux pays africains, force est de constater qu'un décalage persiste entre sa communication et la réalité de sa coopération

⁵⁶ Wassim Nasr, « Mali : l'armée française affirme avoir filmé des mercenaires russes en train d'enterrer des corps », France 24, 22 avril 2022.

⁵⁷ « Mali : la junte accuse l'armée française d'« espionnage » et de « subversion » », *Le Figaro*, 27 avril 2022.

⁵⁸ « Did Russia meddle in Madagascar's election? », BBC News, 9 avril 2022.

⁵⁹ Voir annexe II.

⁶⁰ Leonid Issaev, « Perceptions of Russia's 'return' to Africa: Views from West Africa », *South African Journal of International Affairs*, vol. 29, n° 4, 2022, pp. 425-444.

avec l’Afrique. Ce décalage est parfaitement illustré par le bilan du premier sommet Russie-Afrique de Sotchi. Cet événement fut une opération médiatique réussie, comme en témoignent les titres des nombreux articles publiés dans la foulée du sommet. Mais les promesses faites à Sotchi ne semblent pas avoir débouché sur des avancées concrètes. La Russie y avait par exemple signé treize accords économiques avec des pays d’Afrique de l’Ouest, mais aucun de ces projets ne s’est concrétisé à ce jour⁶¹.

Le sommet de Sotchi, qui avait accueilli 45 chefs d’Etat africains, s’est conclu par la signature de 92 accords, contrats et protocoles d’accord d’une valeur totale avoisinant les 12,5 milliards de dollars selon la déclaration finale. Mais alors que Vladimir Poutine s’était engagé à doubler le volume des échanges commerciaux entre 2019 et 2024, ce dernier a diminué chaque année depuis 2018, pour une baisse de 30 % au total⁶². Cette baisse ne s’explique pas par une éventuelle baisse du commerce russe à l’échelle mondiale, qui a retrouvé son niveau d’avant la pandémie en 2021. Cela pointe la tendance de la Russie à promettre au-delà de ses capacités économiques en Afrique. Elle est d’ailleurs souvent qualifiée de « nain économique en Afrique ». Bien que le volume des échanges commerciaux ait augmenté depuis le début des années 2000, elle reste un acteur économique modeste sur le continent en comparaison avec les principaux compétiteurs que sont les Etats-Unis, la Chine et l’Union européenne (UE), mais aussi l’Inde qui figure parmi les cinq premiers investisseurs en Afrique⁶³.

En 2021, le volume total des échanges commerciaux entre la Russie et l’Afrique a atteint 17,7 milliards de dollars⁶⁴. En 2018, les échanges commerciaux entre la Russie et l’Afrique se situaient à 20,5 milliards de dollars. Ces chiffres restent toutefois bien inférieurs au volume des échanges d’autres partenaires du continent. L’UE reste le premier partenaire commercial de l’Afrique (295 milliards de dollars en 2021), devant la Chine (254 milliards de dollars en 2021, 282 milliards en 2022), les Etats-Unis (65 milliards de dollars)⁶⁵ et l’Inde (89,5 milliards de dollars en 2021-2022)⁶⁶. La relation commerciale russo-africaine est en outre déséquilibrée, les exportations russes vers l’Afrique étant largement supérieures aux exportations africaines vers la Russie⁶⁷. L’Afrique exporte principalement des produits frais vers la Russie, alors que les importations africaines en provenance de Russie comportent 30 % de céréales (dont 95 % de blé) et 20 % de matières extractives⁶⁸. Par ailleurs, la Russie contribue pour moins de 1 % aux investissements directs étrangers (IDE) destinés à l’Afrique⁶⁹.

⁶¹ Samuel Ramani, *op. cit.*

⁶² « Trade revenue between Russia and African countries from 2013 to 2021 », www.statista.com, 5 mai 2023.

⁶³ Murali Krishnan, « India-Africa partnership gets a boost with investment conclave », www.rfi.fr, 21 août 2022.

⁶⁴ Les échanges s’élevaient alors à 14 milliards de dollars, soit 2 % du commerce total sur le continent, dans un contexte de la pandémie de Covid-19 (voir « Trade revenue between Russia and African countries from 2013 to 2021 », www.statista.com, 5 mai 2023).

⁶⁵ Joseph Siegle, *op. cit.*

⁶⁶ Roshni Majumdar, « India woos Africa with trade, tech, investment », www.dw.com, 8 octobre 2022.

⁶⁷ En 2020, par exemple, la Russie a exporté pour 12,4 milliards de biens et services vers le continent, mais n’a importé que pour 1,63 milliard, ce qui représente un déficit commercial de près de 11 milliards pour l’Afrique. Les échanges avec les autres partenaires commerciaux du continent apparaissent moins déséquilibrés (Agence Ecofin, « Africa Imports Seven Times More Goods From Russia Than It Exports to Vladimir Putin’s Country », www.ecomnewsafrique.com, 10 mars 2022).

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Joseph Siegle, « Why Russia Is on a Charm Offensive in Africa. The Reasons Aren’t Pretty », [The Conversation](http://TheConversation.com), 26 juillet 2022.

En 2019, les IDE russes représentaient seulement 20 % de ce que la Chine avait investi sur le continent la même année⁷⁰.

L'aide publique russe est tout aussi maigre, se limitant principalement à de l'effacement de dette et à des contributions aux crises humanitaires. Les efforts russes de diplomatie vaccinale n'ont pas véritablement porté leurs fruits. Malgré une promotion agressive de son vaccin Sputnik V pendant la pandémie de Covid-19, le produit a été accueilli assez froidement en Afrique, en raison de son prix élevé, de suspicions de corruption, de problèmes de livraison ainsi que d'inquiétudes concernant son efficacité et sa viabilité⁷¹.

En outre, les chiffres modestes des échanges économiques russo-africains globaux masquent de grandes disparités au plan de la répartition. Le commerce de la Russie avec l'Afrique se concentre à plus de 70 % sur quatre pays, à savoir l'Égypte, l'Algérie, le Maroc et l'Afrique du Sud. Cette disparité se retrouve dans le domaine des ventes d'armement. L'Algérie et l'Égypte, représentant à elles seules 80 % des ventes d'armes, restent les partenaires privilégiés de la Russie sur le continent. En 2018, l'Algérie était destinataire de 58,64 % des ventes d'armes russes, largement devant l'Égypte, en deuxième position avec 25,96 %, suivie de l'Ouganda avec 5,17 %, et le Soudan avec 2,63 %⁷². Malgré le développement significatif de la coopération avec l'Afrique subsaharienne au cours des dernières années, l'Afrique du Nord demeure le principal point d'entrée de la Russie sur le continent.

La faiblesse des capacités économiques de Moscou en Afrique a de réelles conséquences sur l'ensemble de la coopération et plus généralement sur la possibilité pour la Russie de développer une réelle stratégie sur le continent. Moscou manque de moyens pour concrétiser ses ambitions et ses engagements. La tendance de Moscou à ne pas tenir ses promesses vis-à-vis de ses partenaires contribue à l'ériger en partenaire non fiable et donc à nuire aux potentiels partenariats. En outre, les événements récents ne devraient pas rehausser son attractivité économique sur le continent du fait des sanctions qui pèsent sur la Russie. Si celles-ci peuvent inciter Moscou à rechercher de nouveaux marchés et à s'investir davantage en Afrique, comme ce fut le cas après les premières sanctions dès 2014, le contexte dessiné par les effets de la guerre en Ukraine semble autrement plus contraignant pour Moscou.

Le 17 juillet, la Russie a annoncé son retrait de l'accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes, signé en juillet 2022. Cette décision ne sera pas sans conséquences pour le continent africain, étant donné la dépendance des pays vis-à-vis des céréales ukrainiennes et russes. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED ou UNCTAD) estime qu'au moins vingt-cinq pays africains importent plus du tiers de leur blé auprès de la Russie ou de l'Ukraine, et quinze pays d'entre eux – plus de la moitié⁷³. Le retrait russe risque d'entraîner des difficultés d'approvisionnement ainsi qu'une hausse des prix qui pourrait aggraver l'insécurité alimentaire dans certains pays. L'annonce de Poutine peut paraître surprenante à dix jours de l'ouverture du sommet Russie-Afrique. Or, le

⁷⁰ Ronkak Gopaldas, *op. cit.*

⁷¹ Samuel Ramani, *op. cit.*

⁷² Agnieszka Paczynska, *op. cit.*

⁷³ « The impact on trade and development of the war in Ukraine », UNCTAD Rapid Assessment, <https://unctad.org>, 16 mars 2022. Voir aussi Marion Douet, « Avec le retrait russe de l'accord céréalier, l'Afrique fait face à un risque d'accroissement de l'insécurité alimentaire », *Le Monde*, 18 juillet 2023.

président russe semble avoir préparé le terrain : en mars dernier, il s'était engagé, en cas de non-reconduction de l'accord, « à livrer gratuitement depuis la Russie tout le volume qui était destiné ces derniers temps aux pays les plus nécessiteux d'Afrique »⁷⁴. Le 24 juillet, il a réaffirmé la capacité de son pays à remplacer les céréales ukrainiennes à destination de l'Afrique⁷⁵.

Par cette annonce, Poutine cherche probablement à se présenter en victime de l'intransigeance occidentale, servant ainsi une rhétorique porteuse sur le continent comme nous l'avons vu précédemment (1.3), et paradoxalement à renforcer voire développer de nouveaux partenariats en Afrique en promettant de livrer gratuitement des céréales à certains pays. Par cette position, Moscou cherche à ne pas s'aliéner les pays africains, dont la plupart ont choisi de rester neutres dans le conflit l'opposant à l'Ukraine, voire à gagner leur soutien officiel.

2.2. Y a-t-il une véritable stratégie russe en Afrique ?

2.2.1. Les contours de la stratégie russe en Afrique : la défense d'objectifs géostratégiques à moindre coût

De nombreux observateurs postulent que Moscou ne dispose pas d'une véritable stratégie en Afrique en raison de son empreinte disparate et relativement faible sur le continent en comparaison avec d'autres puissances (Chine, Europe, Etats-Unis...). Le terme « stratégie » désigne, entre autres, « l'art de coordonner des actions, de manœuvrer habilement pour atteindre un but »⁷⁶.

En tenant compte de cette définition et des caractéristiques de la présence russe en Afrique présentées précédemment, on peut affirmer l'existence d'une stratégie russe sur le continent qui se caractériserait par la coordination d'actions militaires et sécuritaires (signature d'accords de défense, déploiement de conseillers et de SMP), économiques (exportations d'armes et de céréales, politique d'effacement de dettes, investissement dans le secteur de l'énergie et exploitation minière⁷⁷), diplomatiques (sommets Russie-Afrique et BRICS, coopération culturelle, diplomatie sanitaire) et informationnelles (manipulation de l'information) en vue d'atteindre des objectifs géostratégiques. Ceux-ci sont :

- ⇒ s'assurer un pied en Méditerranée à la frontière sud de l'OTAN ;
- ⇒ réduire et lutter contre l'influence occidentale ;
- ⇒ rehausser la posture globale de la Russie et sa perception en tant que grande puissance ;
- ⇒ diffuser la vision du monde de la Russie et refaçonner l'ordre mondial selon sa vision et ses intérêts.

⁷⁴ Marion Douet, *Ibid.*

⁷⁵ *Le Monde* avec AFP, « La Russie remplacera les céréales ukrainiennes à destination de l'Afrique, assure Vladimir Poutine », www.lemonde.fr, 24 juillet 2023.

⁷⁶ Selon la définition du Larousse.fr.

⁷⁷ En 2006, Vladimir Poutine signe un accord avec l'Algérie et annule sa dette (estimée à 4,7 milliards de dollars) contre la signature d'un contrat d'armement d'un montant de 7,5 milliards de dollars. En 2008, la Russie annonce l'effacement d'une dette de la Libye de plus de 4 milliards de dollars contre un contrat ferroviaire et des facilités d'installation pour Gazprom (voir Aurélie Vittot, *op. cit.*).

Dans l'application de cette stratégie, la Russie déploie des outils non conventionnels et asymétriques tels que les campagnes de désinformation, l'ingérence électorale, la cooptation des élites, le déploiement de Wagner. Cela lui permet d'optimiser les coûts dans un contexte de restrictions économiques (sanctions internationales), en déployant des moyens à moindre coût tout en maximisant les effets produits (fort accroissement de l'influence médiatique).

Ainsi il serait erroné de postuler l'absence totale de stratégie russe en Afrique. Ceci étant, cette stratégie n'est pas sans limites. La présence disparate de la Russie en Afrique empêche l'émergence d'une stratégie *globale* sur le continent, avec une coordination d'actions à grande échelle. A l'inverse, si Moscou utilise bien une palette d'outils spécifiques pour réaliser des objectifs géostratégiques précis, elle agit toutefois principalement en fonction d'opportunités. Elle pénètre de nouveaux territoires en instrumentalisant des crises institutionnelles ou sécuritaires en cours, exploitant souvent un vide sécuritaire ainsi que les failles susceptibles de nuire aux alliances des pays occidentaux. Plutôt qu'une stratégie articulée visant à saper la présence des pays occidentaux sur le continent africain, Moscou développe des partenariats clientélistes. Ses partenaires africains apparaissent tout aussi opportunistes, nombre d'entre eux, comme le Maroc⁷⁸, coopérant également avec d'autres puissances, dont des adversaires de la Russie. Rappelons également que de nombreux pays africains coopèrent à la fois avec la Russie et l'Ukraine. Ainsi, le non-alignement est redevenu une position stratégique privilégiée pour nombre d'Etats du continent, faisant ainsi preuve de prudence afin de sauvegarder leurs multiples alliances et intérêts. Il est par ailleurs probable que certains d'entre eux essaient de tirer profit des tensions entre la Russie et l'Occident pour générer davantage d'aide économique ou de concessions politiques. Il serait donc exagéré de parler de vaste soutien idéologique africain envers la Russie. Hormis la poignée de régimes dépendant fortement de la Russie pour assurer leur maintien au pouvoir ou d'autres intérêts politiques (RCA, Soudan, Libye, Mali), la plupart des Etats du continent n'affichent pas un soutien aveugle à la Russie et restent conscients des limites de la coopération et de l'aide économique qu'elle est en mesure de proposer. En témoignent le fait que seuls le Mali et l'Erythrée aient voté contre la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU exigeant un retrait « immédiat » des troupes russes en Ukraine⁷⁹ ; la décision de l'Afrique du Sud de ne pas autoriser le vaccin Sputnik malgré son partenariat privilégié avec la Russie, décision qui a porté un coup sévère aux efforts russes en matière de diplomatie sanitaire.

2.2.2. Une stratégie fragile : les limites d'une présence hybride et bicéphale

Le caractère « bicéphale »⁷⁹ de la présence de la Russie en Afrique, reposant à la fois sur des acteurs étatiques et privés, constitue une autre limite significative de sa stratégie sur le continent. Contrairement à la stratégie de l'URSS, qui était largement centrée sur les acteurs étatiques, celle de la Russie s'appuie largement sur le rôle d'acteurs privés, tels que les « entrepreneurs d'influence » décrits précédemment⁸⁰. Or cet appui s'est avéré à double

⁷⁸ Par exemple, le Maroc a des liens économiques avec à la fois la Russie et les Etats-Unis pour l'entretien de son armement lourd.

⁷⁹ Maxime Audinet, Emmanuel Dreyfus, *op. cit.*

⁸⁰ *Ibid.*

tranchant pour le pouvoir, comme l'a confirmé la récente mutinerie de Wagner contre le pouvoir russe le 23 juin dernier.

Il convient de rappeler tout d'abord la nature ambivalente de Wagner. D'une part, le groupe ne peut être considéré comme une SMP traditionnelle car il entretient des liens quasi organiques avec Moscou et n'a pas d'existence légale établie, les SMP n'étant pas reconnues par la loi russe. Dans le même temps, Wagner ne peut être réduit à un simple outil aux mains de Moscou car le groupe dispose d'une plus grande autonomie que certains acteurs inféodés au pouvoir. Jusqu'alors, le groupe contribuait à la fois à la mise en œuvre de la stratégie et des objectifs de politique étrangère du Kremlin, tout en répondant principalement aux intérêts économiques de son fondateur, Evgueniï Prigojine. En conséquence, l'entité était jusqu'alors difficilement contrôlable par Moscou. De nombreuses voix au sein des forces armées et des services de renseignement russes étaient défavorables aux activités de Wagner et souhaitaient réduire la taille du groupe avant même l'épisode de la mutinerie. Dans le passé Wagner a déjà eu de nombreux désaccords avec l'armée russe et le Service fédéral de sécurité (FSB), en particulier lors de son déploiement en Syrie⁸¹.

En outre, malgré l'argument de la « *plausible deniability* », les liens de Wagner avec le Kremlin font peu de doute, si bien que tout abus commis par le groupe tend à être attribué aux autorités russes, même dans l'hypothèse où le groupe aurait agi de façon pleinement autonome. Wagner a par exemple été accusé de violations des droits de l'Homme et d'exactions contre les populations civiles en RCA⁸² et au Mali. En octobre 2022, la sous-secrétaire d'Etat américaine alertait également sur une hausse de 30 % des actes terroristes au Mali au cours du premier semestre 2022 depuis l'arrivée de Wagner dans le pays⁸³. Opérant conjointement avec les forces armées maliennes, voire supervisant parfois certaines opérations selon des sources⁸⁴, Wagner ciblerait certaines populations de façon indiscriminée, probablement en raison des informations données par les FAMA. Les forces maliennes avaient déjà été accusées d'exactions envers les populations peules, stigmatisées comme terroristes en raison de l'émergence de *katibat* recrutant principalement au sein de cette communauté (telles que la katiba Macina affiliée au JNIM)⁸⁵. Au Soudan, les mercenaires de Wagner ont également été accusés d'alimenter le conflit en cours depuis avril, en fournissant des armes en provenance de deux de ses bases en Libye au général Mohamed Hamdan Dagalo⁸⁶ dit Hemetti, engagé dans un conflit armé face au général Abdel Fattah Al-Bourhane⁸⁷. Enfin, au Mozambique, lors de son déploiement en août 2019 pour lutter contre l'insurrection djihadiste dans le Cabo Delgado, Wagner a essuyé de nombreuses pertes, qui l'ont contraint à quitter le pays quelques mois plus tard. Cette déconvenue s'expliquerait par un manque de préparation des mercenaires, qui auraient alors usé de méthodes « *inadaptées au combat*

⁸¹ Vanda Felbab-Brown, « What's ahead for the Wagner group in Africa and in the Middle East », www.brookings.edu, 18 juillet 2023.

⁸² Charlotte Hirsbrunner, Niklas Masuhr, « Russia's footprint in Africa », Center for Security Studies, février 2023.

⁸³ « Au Mali, la sécurité s'est fortement dégradée depuis l'arrivée de Wagner, selon les États-Unis », www.lemonde.fr, 27 octobre 2022.

⁸⁴ [Rapport de l'ONU](#) sur les droits de l'homme, 12 mai 2023.

⁸⁵ Célian Macé, « L'armée malienne accusée d'exécutions sommaires dans un village peul », www.liberation.fr, 1^{er} novembre 2020 ; Thomas Eydoux, « Enquête : l'armée malienne accusée d'exécutions sommaires dans un village », France 24, 13 janvier 2022 ; « Mali : une association dénonce des exactions contre les peuls », RFI, 25 avril 2016.

⁸⁶ « How to tame the Russian mercenaries who are destabilizing Africa », www.washingtonpost.com, 17 juillet 2023.

⁸⁷ *Ibid.*

contre-insurrectionnel »⁸⁸. L'exemple mozambicain illustre la difficulté de Wagner à s'adapter au contexte spécifique de la lutte antiterroriste en Afrique subsaharienne.

2.3. Perspectives d'évolution

2.3.1. Des facteurs d'évolution incertains dans un contexte international mouvant : l'inconnue Wagner et la guerre en Ukraine

Alors que la présence russe en Afrique semblait destinée à une forte croissance dans les années à venir, le contexte actuel soulève de nombreuses questions quant à l'avenir de l'engagement de Moscou sur le continent. Deux facteurs en particulier semblent décisifs : l'évolution des activités de Wagner ; celle de la guerre en Ukraine.

Etant donné les difficultés que rencontre Moscou dans la guerre en Ukraine, des doutes planent sur la capacité du Kremlin à poursuivre sa politique d'influence en Afrique. A l'image du désengagement soviétique dans les années 1980-1990, l'hypothèse d'un retrait stratégique russe de l'Afrique dicté par le besoin pour la Russie de se concentrer sur la gestion du conflit en Ukraine a été mise en avant par de nombreux experts. De plus, les conséquences du conflit du point de vue de la sécurité alimentaire sur le continent génèrent des interrogations quant aux potentielles réactions africaines : en résultera-t-il un mécontentement croissant à l'égard de Moscou ?

Concernant Wagner, l'avenir du groupe a été remis en question à la suite de la rébellion des 23-24 juin. Certains se sont empressés de spéculer sur la disparition prochaine du groupe et de son sponsor, le Kremlin étant réputé pour son intransigeance face à tout acte de contestation à son égard. Or, rapidement, les autorités russes ont renoncé à engager des poursuites contre le groupe, à la surprise générale. Le 24 juin au soir, Moscou a offert à Prigojine, avec la médiation du président biélorusse Loukachenko, la possibilité de partir en Biélorussie avec ses combattants. Les mercenaires ne souhaitant pas rejoindre Prigojine peuvent pour leur part soit s'engager dans l'armée régulière, soit retourner à la vie civile⁸⁹. Dès le 25 juin, Sergueï Lavrov a affirmé que Wagner poursuivrait ses activités au Mali et en RCA, et a assuré que la situation n'affecterait pas la relation entre Moscou et ses partenaires africains⁹⁰. Le 19 juillet, Prigojine a déclaré, dans une vidéo non identifiée publiée sur Telegram, que Wagner cesserait ses activités en Ukraine et se concentrerait sur l'Afrique⁹¹. La trajectoire de Wagner ayant été étroitement liée à l'Afrique, il est apparu difficile à de nombreux observateurs d'imaginer l'avenir du groupe en dehors du continent. Wagner devrait donc y rester présent, comme le suggèrent les déclarations du Kremlin et de Prigojine, mais sous quelle forme ? Dans ce contexte, quelles perspectives d'évolution semblent les plus crédibles concernant l'engagement russe en Afrique ?

⁸⁸ Elise Vincent, « Exactions et prédatons minières : le mode opératoire de la milice russe Wagner en Afrique », www.lemonde.fr, 14 décembre 2021.

⁸⁹ Faustine Vincent, « La Biélorussie, terre d'exil des mercenaires du Groupe Wagner et satellite de la Russie », *Le Monde*, 28 juin 2023.

⁹⁰ « Rébellion de Wagner : le groupe va continuer ses opérations au Mali et en Centrafrique, assure Lavrov », *20 Minutes* avec AFP, 26 juin 2023.

⁹¹ « Prigojine déclare que le groupe Wagner ne combattra plus en Ukraine, mais en Afrique », www.france24.com, 20 juillet 2023.

2.3.2. Scénarios possibles

Jusqu'à maintenant, la guerre en Ukraine a eu un faible impact sur le niveau d'engagement russe en Afrique. Toutefois, quelle que soit l'issue du conflit, il est très probable que l'effort de guerre déployé par la Russie entraînera une réduction de la présence, de l'influence et des capacités de Moscou en Afrique. Le continent reste en effet une priorité stratégique moins importante que le théâtre européen aux yeux du Kremlin : dès lors, si le conflit s'enlise davantage, Moscou réorientera certainement une partie de ses moyens déployés à l'étranger.

A ce stade, pourtant, la présence des mercenaires de Wagner au Mali n'a été que faiblement affectée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, contrairement à ses contingents en Libye. De la même manière, la dynamique de renforcement de la relation officielle de défense entre Moscou et Bamako n'a pas été interrompue depuis le 24 février 2022. Et il est très probable que la présence de Wagner perdure sur le continent à court-moyen terme. En effet, malgré la guerre en Ukraine et le redéploiement de certains de ses contingents (en Syrie, Libye, RCA) vers le théâtre ukrainien, Wagner a continué de consolider sa présence sur le continent. Le rapatriement de centaines de mercenaires de RCA après la mutinerie a été démenti par le gouvernement de RCA pour qui il s'agirait de simples mouvements de relève⁹². En RCA, le groupe a renforcé sa stratégie de terreur et sa logique de prédation des ressources, lui permettant ainsi de renforcer son emprise sur le pays⁹³. Plutôt que d'affaiblir le groupe, la guerre en Ukraine a permis à la SMP de prouver ses capacités de résilience et d'adaptation. De plus, Wagner a trop bien servi les intérêts de Moscou pour que le Kremlin y renonce dès maintenant. Même après la mutinerie, le groupe reste utile car il demeure l'entité la mieux implantée dans certaines des zones du continent africain qui sont stratégiques pour Moscou. Ainsi, un renforcement des contingents de Wagner en Afrique est possible à moyen terme.

Concernant la gestion de Wagner, deux hypothèses peuvent être privilégiées étant donné le contexte actuel : un renforcement du contrôle du régime sur le groupe ; une dissolution des liens avec le Kremlin. La volonté de Moscou de reprendre en main le groupe et de désigner un nouveau *leadership* semble faire pencher la balance pour la première hypothèse. La mutinerie a démontré les limites du caractère trop hybride du groupe, ainsi que l'imprévisibilité de son fondateur Prigojine. Dans une interview publiée le 14 juillet, Poutine a affirmé avoir proposé aux mercenaires de Wagner de servir sous les ordres d'un nouveau chef, ce que Prigojine aurait refusé⁹⁴. Vladimir Poutine serait favorable à la désignation d'Andreï Troshev, membre vétérinaire du groupe qui aurait été licencié début juillet pour avoir informé le Kremlin du projet de rébellion de Prigojine. L'avenir de ce dernier reste très incertain même si sa survie jusqu'à présent tend à suggérer qu'il dispose de forts soutiens, y compris au sein de l'appareil de défense russe⁹⁵. Ceci étant, il est probable que Moscou cherche à reconfigurer le groupe de Wagner, *via* des purges, l'affaiblissement des liens des combattants avec Prigojine, ainsi que

⁹² « How to tame the Russian mercenaries who are destabilizing Africa », *op. cit.* ; Isaac Kaledzi, « Wagner forces return to CAR before divisive referendum », *Deutsche Welle*, 19 juillet 2023.

⁹³ « Architects of Terror: The Wagner group's blueprint for state capture in the Central African Republic », www.thesentry.org, juin 2023 ; Cyril Bensimon, « Comment Wagner a renforcé son contrôle en Centrafrique, malgré la guerre en Ukraine », *Le Monde*, 27 juin 2023.

⁹⁴ Grégoire Sauvage, « Andreï Troshev, une figure historique du groupe Wagner pour succéder à Prigojine ? », *France 24*, 16 juillet 2023.

⁹⁵ « Mutinerie. Evgueni Prigojine a-t-il bénéficié de complicités au sein de l'armée ? », *Courrier international*, 28 juin 2023.

des tentatives pour imposer un nouveau *leadership*. Une autre hypothèse serait que le groupe soit morcelé en plusieurs entités afin de permettre au Kremlin de mieux contrôler le réseau⁹⁶.

S'il est vrai que le groupe n'aurait pas pu développer son influence comme il l'a fait sans le soutien (logistique, financier) de Moscou⁹⁷, le groupe jouit aujourd'hui d'une forte autonomie dans ses zones d'implantation, bénéficiant notamment de ses propres réseaux de financement. Ainsi, en cas de rupture totale des liens avec le Kremlin, le groupe devrait pouvoir survivre dans ses principales zones d'influence (RCA notamment), mais aurait beaucoup plus de difficultés à se déployer dans de nouvelles zones (rappelons que les mercenaires avaient été déployés au Mali à bord d'avions des forces armées russes). A moyen-long terme, on pourrait également voir le régime tenter de remplacer Wagner par une autre société militaire en tant que principal outil d'expansion de l'influence russe en Afrique, entité qui serait sous contrôle étatique plus resserré (et qui ne serait plus une véritable SMP au sens traditionnel du terme).

Concernant la présence de la Russie sur le continent, Moscou devrait poursuivre sa stratégie opportuniste d'expansion de son influence et de développement de relations clientélistes, étant donné son rapport coûts-avantages favorable. Si la guerre en Ukraine et les sanctions internationales continuent de creuser les finances de l'Etat russe, la Russie pourrait néanmoins intensifier son recours à la guerre informationnelle, moins coûteuse que d'autres outils. L'Afrique du Nord devrait rester la priorité de Moscou sur le continent étant donné les intérêts économiques et géostratégiques dans la zone.

Sur le plan économique, la Russie devrait conserver une empreinte limitée étant donné ses difficultés économiques (guerre en Ukraine et sanctions internationales). Comme le soulignait Arnaud Kalika bien avant la guerre, « *Moscou a finalement plus besoin de l'Afrique, réservoir immense de ressources naturelles, que l'Afrique n'a besoin de la Russie* »⁹⁸. Le pays devrait donc conserver son intérêt pour le marché africain, d'autant que la croissance démographique sur le continent (doublement de la population prévu d'ici 2050) devrait générer de nouvelles opportunités économiques. La Russie continuera à chercher de nouveaux marchés et à diversifier ses échanges, en particulier pour contourner les sanctions. Elle pourrait également « *continuer à faire valoir les intérêts de ses grands groupes, et ses élites politiques à chercher en Afrique des havres de paix fiscaux et bancaires. Il faut ainsi s'attendre, jusqu'à la fin du quatrième mandat de Vladimir Poutine, à de plus en plus de montages financiers impliquant des consortiums bancaires et des sociétés-écrans utilisant l'Afrique comme un relais, pour en fin de compte masquer les ultimes bénéficiaires russes. L'empreinte russe en Afrique tendrait alors à basculer dans le 'gris' et les financements occultes* », écrit Arnaud Kalika⁹⁹. Mais sans l'élaboration d'une véritable stratégie-cadre globale, formalisant les engagements russes en Afrique, la présence russe sur le continent devrait rester disparate, *a fortiori* si le contexte international demeure contraignant pour Moscou.

Une question clef porte sur l'évolution des positions africaines vis-à-vis de la Russie ? Alors que Wagner était déjà critiqué pour ses exactions contre les populations, l'épisode de la

⁹⁶ Isaac Kaledzi, *op. cit.*

⁹⁷ Nader Ibrahim, Beverly Ochieng, « Wagner's network in Africa faces uncertain future », [BBC](#), 27 juin 2023. ⁹⁸ Arnaud Kalika, *op. cit.*

⁹⁹ *Ibid.*

mutinerie pourrait encourager une dégradation de la perception du groupe comme un partenaire de sécurité fiable, amenant certains pays à renoncer à faire appel aux services du groupe. En témoigne l'exemple du Burkina Faso : pourtant pressenti pour imiter son voisin malien, le gouvernement n'a pour l'instant pas sollicité de déploiement de troupes de mercenaires¹⁰⁰, mais semble privilégier un rapprochement politique et diplomatique plus classique avec Moscou. Au Mali, la relation connaît déjà des tensions en raison de problèmes de paiement de la junte selon des sources. Par ailleurs, si Wagner poursuit ses exactions contre les civils au Mali, cela pourrait générer un sentiment anti-russe croissant au sein des populations, qui embarrasserait les élites locales alliées à Moscou. Il pourrait en résulter de nouvelles contestations populaires susceptibles d'être déstabilisantes pour le régime malien au pouvoir. Si la position russe de non-ingérence s'agissant du respect des droits humains devrait continuer à satisfaire les régimes autoritaires collaborant avec Moscou, elle pourrait à l'inverse sur le long terme aliéner certaines populations locales qui seraient les premières victimes de cette approche. De plus, la capacité russe en termes de lutte antiterroriste sur le continent pourrait à terme être remise en question devant l'absence de résultats significatifs.

Enfin, de manière générale, les pays africains devraient poursuivre leur stratégie de diversification des partenariats afin d'éviter toute dépendance vis-à-vis d'une seule puissance dans un contexte multipolaire. Alors que l'Afrique subsaharienne, et l'Afrique de l'Ouest en particulier, s'affirme de plus en plus comme un nouveau terrain de compétition stratégique entre grandes puissances, les pays africains pourraient profiter de ce contexte pour faire jouer leurs différentes alliances, développer des leviers d'influence supplémentaires et obtenir davantage d'aides.

Conclusion

Le « retour » de la Russie en Afrique ne saurait être surestimé. Moscou a certes réussi un tour de force en développant considérablement son influence médiatique et en s'érigeant comme le principal partenaire de sécurité dans certaines zones, sur un continent où elle n'avait que très peu de moyens et d'atouts stratégiques. Mais la Russie n'en reste pas moins un « nain économique » qui n'a pas, pour l'heure, les moyens de ses ambitions ni la capacité de répondre à l'ensemble des attentes africaines. Dans un monde où l'économie reste le premier « nerf de la guerre », l'empreinte limitée de Moscou nuit à l'émergence d'une véritable architecture de défense russe sur le continent et d'une stratégie de coopération globale durable. Surtout, les contradictions de la stratégie russe, oscillant entre contrôle étroit du Kremlin et hybridité des outils, semblent difficilement tenables sur le long terme.

Dans ce contexte, la plupart des pays africains restent bien conscients des limites de la coopération avec Moscou. L'émergence de nouveaux partenariats russo-africains doit davantage être interprétée comme une volonté d'émancipation vis-à-vis des anciennes puissances coloniales (France en Afrique de l'Ouest) que comme une pleine adhésion à l'idéologie russe. On assisterait donc, en quelque sorte, à un nouveau « mouvement d'indépendance », par lequel les Etats africains tentent de réduire leur dépendance

¹⁰⁰ Certaines sources mentionnent toutefois la présence de mercenaires sur le sol burkinabé.

(économique, politique, stratégique) vis-à-vis des acteurs extérieurs et de reprendre la maîtrise de leurs choix politiques, quitte à risquer l'isolement international (en témoigne l'exemple malien). Pour les autres compétiteurs stratégiques que sont la France, l'Europe, la Chine, et les Etats-Unis, l'enjeu est donc de comprendre ce changement de mentalités pour mieux valoriser leurs nombreux avantages comparatifs, très souvent supérieurs à ceux de la Russie sur plusieurs plans (notamment économique).

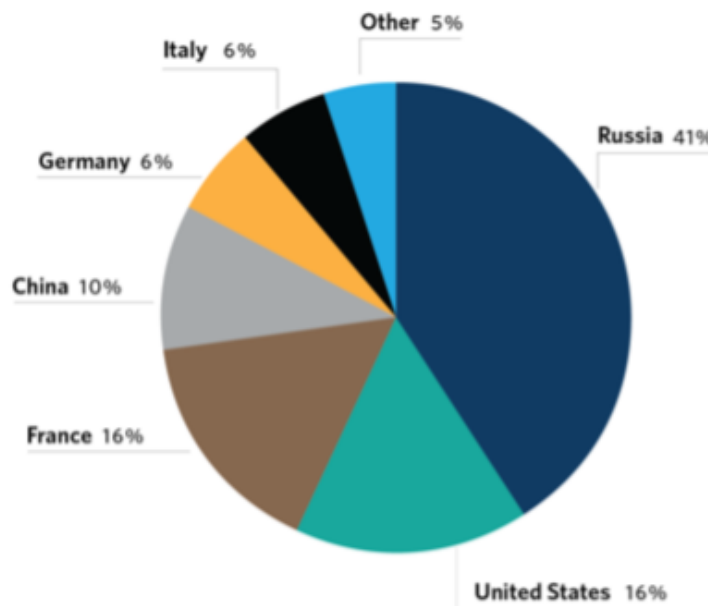
Alors que Vladimir Poutine, visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, ne participera pas au prochain sommet des BRICS qui se tiendra fin août à Pretoria¹⁰¹, le sommet Russie-Afrique de Saint-Pétersbourg s'annonce comme une nouvelle « opération séduction » par laquelle le chef du Kremlin cherchera certainement à rassurer ses invités africains sur la fiabilité de Moscou en tant que partenaire. L'issue de ce sommet sera donc révélatrice de la capacité de la Russie à gagner la confiance de ses partenaires africains et par conséquent à poser les bases d'un partenariat stratégique durable.

¹⁰¹ « Poutine ne participera pas au sommet des Brics à Johannesburg, annonce l'Afrique du Sud », *Le Figaro* avec AFP, 19 juillet 2023.

Annexe I : Principaux exportateurs d'armes en Afrique

Source : Ronak Gopaldas, « Will the invasion of Ukraine change Russia-Africa relations? », Carnegie Endowment for International Peace, 26 avril 2023

Figure 6: Arms Sales to Africa by World's Top Arms Distributors, 2011-2021



Source: Author calculations of SIPRI Trend Indicator Values (TIV) data. See Stockholm International Peace Research Institute, "Arms Transfers Database," March 2022, <https://www.sipri.org/databases/armstransfers>. SIPRI calculates the volume of transfers to, from, and between all parties using the TIV and the number of weapon systems or subsystems in a given year. The TIV is based on the known unit production costs of a core set of weapons.

Note: The Arms Transfers Database covers major weapons, such as aircraft, artillery, missiles, and ships. The database does not cover other military equipment, such as small arms and light weapons.

Annexe II : Perceptions de la présence russe en Afrique

Source : Leonid Issaev, « Perceptions of Russia’s ‘return’ to Africa: Views from West Africa », *South African Journal of International Affairs*, vol. 29, n° 4, 2022, pp. 425-444

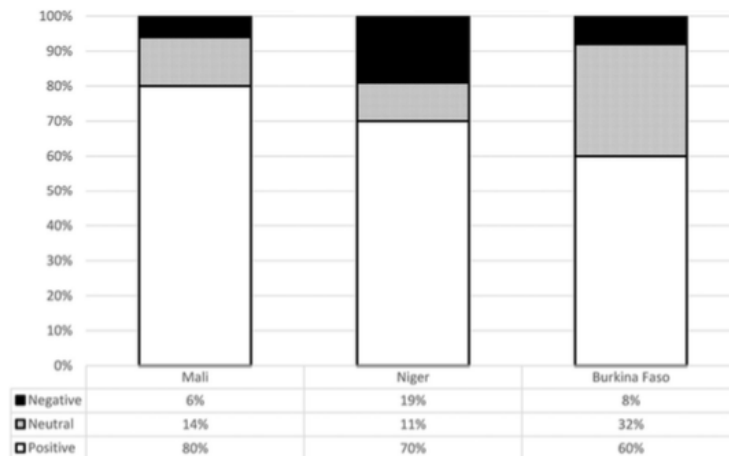


Figure 3. 'What is your assessment of Russian private military companies' activities in West Africa?' Responses from Mali, Niger and Burkina Faso.

Source: Authors' findings, 2021.

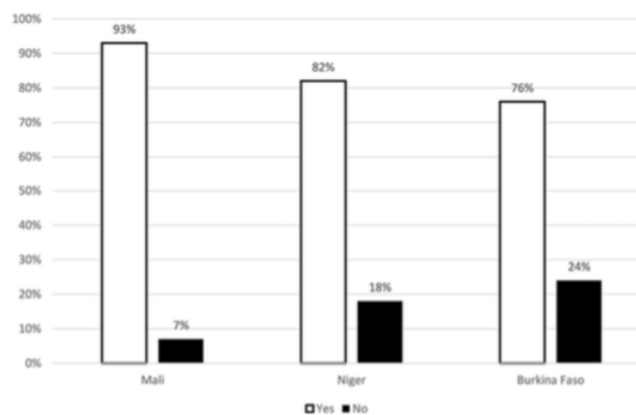
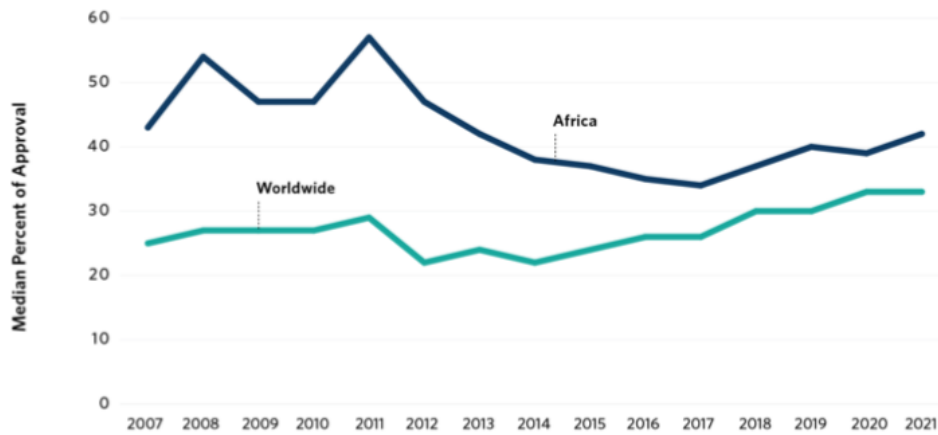


Figure 5. 'Should Russia be more actively involved in African affairs?' Responses in Mali, Niger and Burkina Faso.

Source: Authors' findings, 2021.

“A poll by Gallup of more than a thousand African respondents across twenty-three countries found that African approval of Russia’s leadership, while low, has remained consistently higher than the global average (see figure 3). The same survey indicated that Africans nevertheless assigned higher approval ratings to U.S., Chinese, and German leadership at 60 percent, 52 percent, and 49 percent respectively”.

Figure 3: African Citizens' Approval of Russia's Leadership From 2007 to 2021

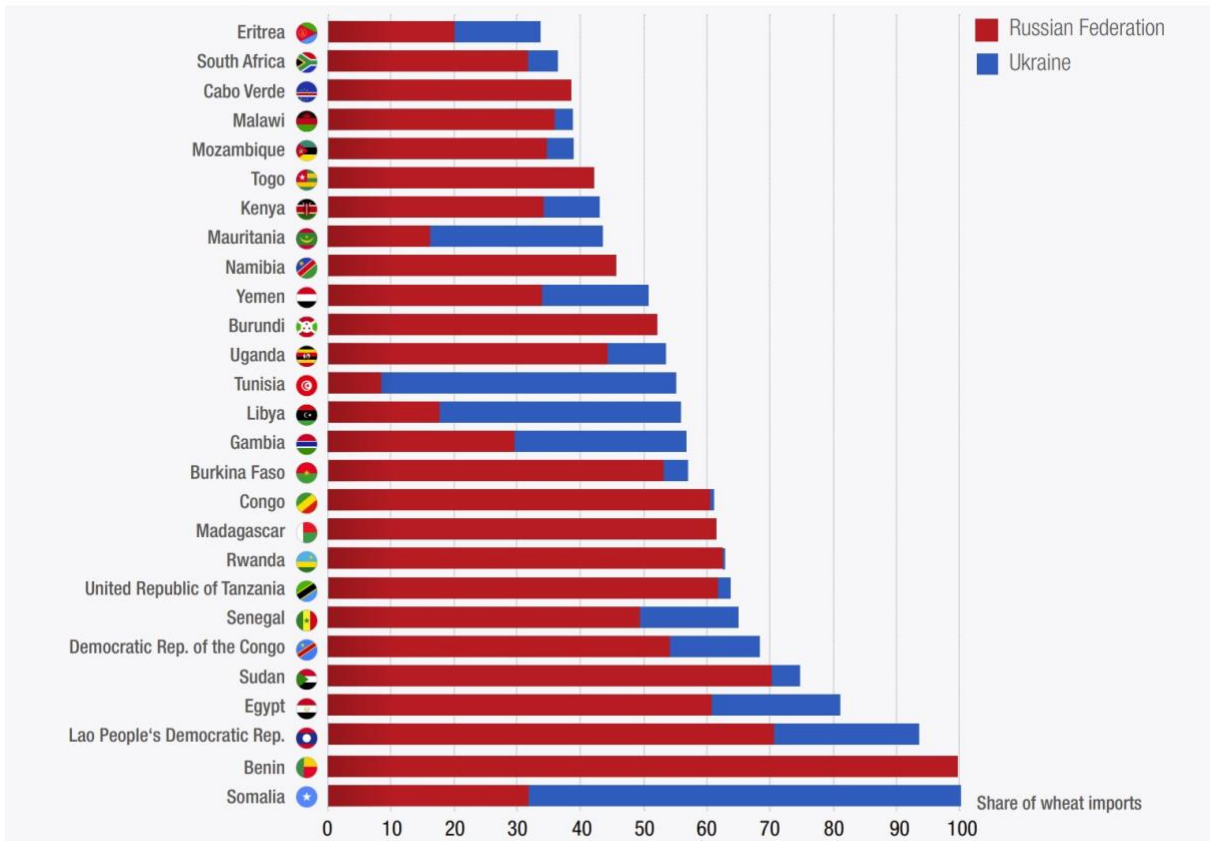


Source: Zach Bikus, "Africans Divided on Russia's Leadership Before Ukraine War," Gallup, April 13, 2022, <https://news.gallup.com/poll/391718/africans-divided-russia-leadership-ukraine-war.aspx>.

Annexe III : Dépendance des pays africains vis-à-vis du blé russe et ukrainien

Source : « The impact on trade and development of the war in Ukraine », UNCTAD Rapid Assessment, 16 mars 2022

Figure 3. Wheat Dependence in African and Least Developed Countries
 (Percentage)



Source: UNCTAD calculations, based on data from the UNCTADstat database (accessed 4 March 2022).